



Conseil économique et social

Distr. générale
16 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-9 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : Examen ministériel annuel

Lettre datée du 2 mai 2011, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport national de l'Allemagne sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, en vue de l'examen ministériel annuel qui aura lieu lors du débat de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil économique et social (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil, au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) **Peter Wittig**

* E/2011/100.



**Annexe à la lettre datée du 2 mai 2011, adressée au Président
du Conseil économique et social par le Représentant
permanent de l'Allemagne**

**Rapport national présenté volontairement par l'Allemagne
sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs
et engagements internationaux concernant l'éducation,
en vue de l'examen ministériel annuel du Conseil économique
et social en 2011**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Il est urgent d'agir	4
II. Le rôle de l'éducation dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	5
III. Faits et chiffres relatifs à la politique de développement allemande dans le domaine de l'éducation	7
IV. La perspective allemande concernant l'éducation	9
V. Le projet de stratégie de l'Allemagne en matière d'éducation pour le développement	11
VI. La voie à suivre	16

Résumé

L'éducation est l'un des problèmes les plus graves pour le développement et la politique de développement dans le monde. Le rapport mondial le plus récent sur l'Éducation pour tous, publié en 2011, révèle la complexité des problèmes qui se posent dans le secteur de l'éducation dans les pays en développement et les pays émergents. Le Sommet tenu par l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement en septembre 2010 a bien montré le rôle important de l'éducation dans la réalisation de ces objectifs pris globalement.

Pour répondre aux problèmes pressants et dégager des solutions, l'Allemagne a décidé de restructurer sa coopération pour le développement dans le domaine de l'éducation et, à cet effet, d'établir une nouvelle stratégie globale concernant l'éducation. L'Allemagne attache une importance particulière à l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé, et à cet égard la qualité et le nombre des enseignants constituent un élément essentiel. La promotion de l'éducation dans les États fragiles est également un objectif auquel l'Allemagne est très attachée, car les habitants des pays en conflit sont particulièrement susceptibles de souffrir de cette forme de pauvreté qu'est la privation d'éducation. La région qui retient particulièrement son attention est l'Afrique, où l'Allemagne a décidé de doubler les dépenses qu'elle consacre à la promotion de l'éducation d'ici à 2013.

L'Allemagne est favorable à une conception globale de l'éducation, l'accent étant mis sur le renforcement du système d'enseignement. Chaque sous-secteur, depuis l'école maternelle jusqu'à l'alphabétisation des adultes, est considéré de façon inclusive, car chaque étape de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances doit s'appuyer sur l'étape précédente. L'Allemagne est également favorable à l'idée d'un apprentissage pendant toute la vie, et elle souligne l'importance de l'éducation non scolaire informelle.

Le nouveau projet de stratégie relative à l'éducation définit **10 objectifs stratégiques** :

1. Remédier au déficit éducatif en priorité
2. Promouvoir une conception globale de l'éducation
3. Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et élargir l'accès à celui-ci
4. Développer l'enseignement et la formation professionnels
5. Renforcer l'enseignement supérieur et la recherche, au lieu de négliger les talents existants
6. Remplacer des concepts démodés par des conceptions novatrices de l'éducation
7. Obtenir le concours de tous les acteurs importants à un degré plus grand
8. Coopérer plus étroitement avec le secteur privé
9. Rendre plus efficaces les mesures prises en faveur de l'éducation
10. Faire que l'éducation soit plus pertinente et mieux visible

I. Il est urgent d'agir

1. La situation est inquiétante : le problème de l'éducation est toujours un problème non résolu de développement et de politique de développement dans le monde. Il faut chercher à résoudre, à la faveur d'un effort commun, les problèmes les plus pressants dans le domaine de l'éducation dans les pays en développement.

2. Ce sont, dans le monde, 759 millions de personnes – soit environ 17 % des adultes – qui n'ont pas les compétences de base en matière d'alphabétisation, et près des deux tiers sont des femmes. Malgré les progrès accomplis, les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et puis dans le secondaire demeurent prononcées. Plus de 67 millions d'enfants, dans le monde, ne sont toujours pas scolarisés, et plus de la moitié sont des filles. Il y a un ralentissement dans les progrès accomplis vers la réalisation de l'ODD 2. Sans des efforts supplémentaires communs, il risque d'y avoir en 2015 encore davantage d'enfants non scolarisés qu'actuellement.

3. Dans beaucoup de pays la qualité de l'enseignement scolaire demeure faible. Les élèves quittent l'école sans savoir vraiment lire, écrire et compter. La pénurie de maîtres – il faudra, d'ici à 2015, 1,9 million d'enseignants pour assurer l'éducation primaire – demeure un grave problème tant dans le primaire que le secondaire.

4. La crise mondiale retentit sur les budgets nationaux de l'éducation.

5. Les pays africains, en particulier, risquent de ne pas réaliser les six objectifs de l'initiative Éducation pour tous et les ODD 2 et 3.

6. D'autres problèmes de développement ont également des conséquences pour le niveau de l'éducation dans les pays partenaires : le principal obstacle au progrès de l'éducation et est demeure la pauvreté. La faim, la sous-alimentation causent des dégâts irréparables pour le développement cognitif des enfants de moins de 5 ans et compromettent leur succès à l'école. La maladie, et d'abord le sida, introduisent des perturbations dans le système d'enseignement, les maîtres étant absents du fait de la maladie et de la mortalité. Les catastrophes naturelles détruisent des écoles et pèsent sur les budgets nationaux. Les pays déchirés par un conflit armé sont rarement capables d'assurer l'éducation de façon adéquate et ce sont eux qui progressent le plus lentement dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous.

7. Les problèmes de développement ont un effet direct ou indirect sur les possibilités d'éducation des habitants des pays en développement. Mais la causalité fonctionne aussi en sens inverse : le déficit éducatif aggrave encore les problèmes de développement.

8. Le déficit éducatif est l'une des causes de la pauvreté monétaire, et celle-ci cause de son côté un déficit éducatif. Le déficit de l'éducation demeure, même aujourd'hui, l'un des principaux facteurs qui compromettent le développement social dans beaucoup de pays en développement. Cette forme de pauvreté affecte surtout les personnes qui ont moins de 4 ans de scolarité. Outre la médiocrité de l'enseignement dispensé, cela a un impact énorme sur les possibilités de développement de l'individu mais aussi de la société dans son ensemble : sans éducation, la population ne peut réaliser son potentiel, et faute de ressources humaines éduquées, il n'y aura pas de croissance économique durable ni de développement social durable.

9. Le déficit d'éducation compromet l'exercice des droits de l'homme et des libertés. Un individu qui n'est pas allé à l'école ne peut généralement pas développer son propre potentiel, prendre ses décisions propres et mener la vie de son choix. L'éducation est également une condition préalable de la participation active de la population à la vie politique. L'éducation est donc bien un droit de l'homme.

10. Des succès ont été obtenus. De remarquables progrès ont été réalisés concernant les OMD 2 et 3. La scolarisation moyenne dans les pays en développement a notablement progressé, passant de 82 % en 1999 à 89 % en 2008. Les améliorations sont prononcées dans l'Afrique subsaharienne, où la scolarisation est passée de 58 % à 76 %. Malgré l'accroissement rapide de la population, le nombre d'enfants qui ne vont pas à l'école est tombé de 106 millions en 1999 à 67 millions en 2008. La parité entre les sexes dans l'accès à l'éducation a été remarquablement améliorée au niveau du primaire dans beaucoup de pays en développement entre 1999 et 2008. Cela montre que les pays partenaires et les donateurs sont dans la bonne voie et que l'investissement consacré à l'éducation porte ses fruits.

11. Malgré ces tendances positives, il est peu probable que d'ici à 2015, à l'échelle mondiale, la plupart des objectifs de l'initiative Éducation pour tous et des OMD soient réalisés. En particulier, on considère que ces objectifs ne pourront sans doute pas être réalisés dans les pays en conflit. Il est donc urgent d'agir. Du fait des problèmes complexes de l'éducation dans beaucoup de pays partenaires, l'Allemagne travaille actuellement à une nouvelle stratégie pour l'éducation et contribue pour sa part à la résolution des problèmes les plus pressants dans les pays en développement et émergents.

II. Le rôle de l'éducation dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

12. Le but général de la politique de développement de l'Allemagne est de réduire la pauvreté et de contribuer, à l'échelle mondiale, à la réalisation des OMD. À cet égard l'éducation est un facteur essentiel, qui influe non seulement sur les OMD 2 et 3, qui ont trait précisément à l'éducation, mais également sur l'ensemble des OMD. L'éducation est en effet une condition préalable de l'élimination de l'extrême pauvreté. L'éducation des filles et des femmes améliore leur position sociale à long terme et contribue ainsi à une plus grande égalité entre les sexes. La prise de conscience, l'éducation et la recherche peuvent réduire la mortalité infantile, améliorer la santé de la mère et aider à lutter contre le sida. L'éducation contribue au développement économique durable, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles au niveau local. C'est pourquoi l'Allemagne accorde une place centrale à l'éducation dans sa coopération pour le développement. Plus précisément, la politique de développement de l'Allemagne analyse comme suit les relations entre l'éducation et les huit OMD :

OMD 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

13. L'éducation est un moyen de doter l'individu des connaissances et des compétences nécessaires pour qu'il assure ses moyens d'existence, soit par sa propre production soit par un travail salarié. L'éducation est un moyen d'augmenter

la production agricole dans les zones rurales et elle contribue de façon appréciable à la prévention des famines. En outre, l'éducation permet à l'individu de se lancer dans une activité commerciale et contribue, par la création d'emplois, à la croissance économique, qui réduit la pauvreté.

OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

14. Cet OMD est manifestement en relation directe avec la coopération pour le développement de l'éducation. La promotion de l'enseignement primaire est la base des étapes ultérieures de l'acquisition des connaissances, et c'est pourquoi l'éducation primaire est particulièrement importante pour le développement. À ce stade, il s'agit non seulement de savoir lire et écrire mais aussi d'acquérir des fonctions essentielles d'arithmétique et dans d'autres connaissances indispensables. Il s'agit avant tout d'apprendre à apprendre.

OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

15. L'éducation des filles et des femmes est un moyen d'affermir et de promouvoir le développement social, politique et économique des pays en développement. Les filles et les femmes instruites se marient plus tard, ont moins d'enfants, veillent à ce qu'ils soient bien nourris, qu'ils soient soignés par un médecin et aillent bien à l'école. En outre, l'éducation des filles et des femmes les encourage à participer à la prise des décisions dans la famille, et concernant les affaires politiques et économiques de leur pays. L'éducation améliore également la productivité des femmes et des filles, ce qui leur permet de gagner leur vie de façon indépendante.

OMD 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

16. L'éducation des enfants a une influence majeure sur leur comportement ultérieur, en tant qu'adultes et parents. Les enfants dont les parents ont au moins terminé l'école primaire ont une probabilité plus grande de survivre à leur cinquième anniversaire que ceux dont les parents ne sont pas allés à l'école. En particulier, la mère, si elle est allée à l'école, peut demander des soins de santé curatifs et préventifs pour ses enfants. L'éducation renforce la lutte contre la mortalité infantile, surtout quand les questions de santé figurent dans les programmes scolaires et donnent aux parents des conseils pour la lutte contre le paludisme, le sida et certaines maladies infantiles.

OMD 5 : Améliorer la santé maternelle

17. Il y a une forte corrélation entre l'éducation et la santé maternelle. Les femmes qui sont allées à l'école ont leur premier enfant plus tard que celles qui n'y sont pas allées. Ces dernières, souvent, ont leur premier enfant alors qu'elles sont encore des adolescentes, ce qui les expose à de graves risques compromettant leur vie et leur santé durant la grossesse et l'accouchement. De plus, les femmes enceintes qui sont allées à l'école primaire utilisent les possibilités de dépistage offertes par les centres de soins plus fréquemment et ont plus de chances d'accoucher avec l'aide d'une sage-femme qualifiée, que celles qui ne sont pas allées à l'école.

OMD 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

18. L'éducation est un moyen de diffuser des connaissances au sujet du VIH/sida, du paludisme et de diverses autres maladies. Les personnes n'ayant aucune

éducation connaissent beaucoup moins bien les filières de l'infection, les mesures de prévention et les traitements possibles de maladies telles que le sida et le paludisme. L'éducation a de même un rôle particulièrement important à jouer dans l'élimination des discriminations à l'encontre des personnes séropositives ou ayant le sida. Les élèves qui ont été systématiquement informés du sida, à l'école, acceptent plus facilement les personnes séropositives.

OMD 7 : Assurer un environnement durable

19. L'éducation est d'une grande importance pour la durabilité environnementale. À l'école, les enfants acquièrent des valeurs et des comportements propices à l'adoption d'un mode de vie écologiquement plus rationnel. Ils apprennent des méthodes de production respectant l'environnement et les moyens de modifier leur comportement de consommateurs. L'éducation peut aider à améliorer les perspectives des populations vivant dans les pays particulièrement touchés par le changement climatique. En intégrant la lutte contre les catastrophes naturelles dans les programmes scolaires, on est mieux à même de mettre au point des mesures efficaces de protection.

OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

20. L'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous sert de modèle pour d'autres secteurs. Grâce à cette procédure accélérée, les donateurs ont retenu en priorité les pays ayant besoin d'un soutien particulier pour atteindre les OMD 2 et 3 et les objectifs de l'initiative Éducation pour tous. En outre, la procédure accélérée sert à améliorer la coordination entre les donateurs et les pays demandeurs et aide ainsi à appliquer la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Pour bien maîtriser les problèmes mondiaux, il faut des gens qui soient capables de participer, à l'échelle mondiale, aux processus de développement économique et social. L'éducation est une condition préalable à cet égard car une population doit être instruite pour pouvoir agir en toute indépendance, se prendre en charge, prendre des décisions et susciter le changement. En favorisant l'éducation dès maintenant, l'Allemagne souhaite également contribuer à la solution des problèmes mondiaux dans ce domaine.

III. Faits et chiffres relatifs à la politique allemande de développement dans le domaine de l'éducation

21. L'éducation est une entreprise collective de nombreux acteurs. Il est essentiel qu'elle soit transparente si l'on veut promouvoir l'éducation dans les pays en développement par une collaboration avec les pays partenaires et d'autres donateurs. L'Allemagne élabore sa stratégie en matière d'éducation selon une procédure commune transparente suivie avec tous les acteurs pertinents afin de créer la confiance et d'encourager une unité d'action. En même temps, la transparence au sujet du niveau et de la nature des fonds utilisés est importante pour nos partenaires de façon qu'il puissent planifier leur action à long terme. La transparence est également importante pour la communauté des donateurs de façon à assurer la division du travail et l'harmonisation conformément aux principes des déclarations de Paris et de Dakar.

22. L'éducation est l'un des principaux domaines de la politique de développement allemande. L'Allemagne est le deuxième donateur, en importance, au secteur de l'éducation, parmi les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les contributions de l'Allemagne à ce secteur ont atteint 1,23 milliard d'euros en 2009¹. Cela représente environ 20 % de l'aide publique au développement (APD) bilatérale de l'Allemagne. L'APD bilatérale de l'Allemagne se répartit entre les différents sous-secteurs de l'éducation comme suit : dans l'enseignement primaire, les versements bruts d'APD ont représenté 106 millions d'euros en 2009, soit 8,6 % de l'APD bilatérale de l'Allemagne au service de l'éducation. L'Allemagne augmente régulièrement ses contributions en faveur de l'enseignement primaire depuis 2005. Le montant brut des versements au profit de l'enseignement secondaire a été de 5 millions d'euros en 2009, tandis que pour l'enseignement et la formation professionnels ce chiffre était de 75 millions d'euros, soit 6,1 % de l'APD bilatérale de l'Allemagne au secteur de l'éducation. La plus grande partie de l'APD de l'Allemagne est consacrée à l'enseignement supérieur, au total 858 millions d'euros. Sur ce montant 662 millions d'euros peuvent être attribués aux coûts calculés par étudiant dans l'enseignement supérieur, et ces fonds proviennent exclusivement des États de l'Allemagne fédérale au profit d'étudiants venant étudier en Allemagne et originaires de pays en développement. L'APD pour l'enseignement supérieur représente 70 % de l'APD bilatérale que l'Allemagne consacre à l'éducation. La répartition régionale de cette contribution montre que l'Asie vient au premier rang, en 2009, avec 47 % des fonds d'APD bilatérale, cette région étant suivie par l'Afrique (24 %) puis par l'Europe et l'Amérique latine, avec 12 % chacune. Cette place importante de l'Asie dans les fonds d'APD s'explique par le grand nombre d'étudiants asiatiques venant étudier en Allemagne. Dans l'enseignement primaire, en 2009, 47 % des fonds d'APD sont allés à l'Afrique, 41 % à l'Asie et 8 % à l'Amérique latine. S'agissant de l'enseignement et de la formation professionnels, 52 % des fonds d'APD bilatérale sont allés à l'Asie, 35 % à l'Afrique, 10 % à l'Amérique latine et 8 % à l'Europe. Quant à l'enseignement supérieur, 54 % des fonds d'APD sont allés à l'Asie, 21 % à l'Afrique, 5 % aux pays européens bénéficiaires de l'aide de l'OCDE et 3 % aux pays partenaires de l'Amérique latine.

23. Huit pays partenaires de la coopération bilatérale allemande pour le développement se sont mis d'accord sur le fait que l'éducation doit être le domaine prioritaire de la coopération. De façon générale, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques soutient le secteur de l'éducation dans presque tous les pays partenaires, soit dans une fraction importante des programmes menés dans d'autres secteurs (comme l'énergie et la santé publique), soit comme projet régional ou encore dans le contexte de la coopération non gouvernementale pour le développement par le canal des ONG, des fondations politiques ou des églises allemandes. Avec sa nouvelle stratégie, l'Allemagne espère voir augmenter le nombre des pays partenaires dans lesquels l'éducation est un domaine prioritaire convenu d'ici à 2013.

¹ Tous les chiffres proviennent des statistiques d'aide au développement de l'OCDE pour 2009.

IV. La perspective allemande concernant l'éducation

24. Le principe directeur de l'Allemagne à cet égard est une conception synthétique de l'éducation. Son souci principal est le développement de l'individu. La perspective d'une augmentation de l'éducation pour tous – depuis le début de l'existence jusqu'à la fin – est celle qui est appliquée. Cette conception synthétique englobe tous les niveaux d'éducation : l'école maternelle pour le premier développement de l'enfant, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement et la formation professionnels, l'enseignement supérieur et l'éducation des adultes. Chacun doit pouvoir apprendre, acquérir des connaissances nouvelles pendant toute son existence.

25. L'OMD 2 l'indique bien clairement : l'enseignement primaire est la base de l'ensemble du système éducatif d'un pays, pour toutes les formes d'acquisition de connaissances. Cet enseignement équipe en effet l'élève pour le rendre à même de poursuivre un apprentissage indépendant et de participer à la société mondiale de l'information et de la connaissance. C'est la première étape de l'acquisition de compétences, toutes les étapes ultérieures reposant sur elle. L'enseignement de base inclut l'acquisition de connaissances lors de la prime enfance, l'école maternelle et l'école primaire, mais également des formes non scolaires d'éducation pour des enfants, des jeunes et des adultes qui n'ont pas eu auparavant accès à l'école.

26. L'Allemagne considère l'enseignement secondaire comme la réunion de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel après l'école primaire, et qu'il est la base pour l'enseignement supérieur ou l'accès au marché du travail. L'enseignement secondaire gagnera en importance à l'avenir étant donné le nombre d'élèves sortant de l'école primaire, qui est en augmentation dans beaucoup de pays en développement par suite de l'accroissement de la population, ce qui signifie une intensification constante de la demande d'enseignement secondaire.

27. L'enseignement et la formation professionnels permettent à l'élève d'acquérir, de conserver et de développer encore ses compétences, ses aptitudes et ses attitudes, celles qui sont nécessaires dans un emploi rémunéré. L'enseignement professionnel apprend à gagner sa vie. C'est également un moyen de mieux participer à la vie sociale. Les qualifications essentielles obtenues grâce à l'enseignement professionnel permettent à chacun de modeler comme il l'entend son propre travail et son mode de vie.

28. En matière d'enseignement et de formation professionnels, l'Allemagne est à l'avant-garde dans le monde. Grâce à son expérience, en particulier dans l'application du modèle de formation professionnelle bivalent, la relation au marché du travail et la participation substantielle du secteur privé, l'Allemagne – comme premier donateur mondial dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle – a un avantage comparatif particulier dans ces types d'enseignement : des décennies d'expérience acquise et une compétence particulière, celles précisément que les partenaires demandent. La question, ici, est de mettre au point des solutions expressément adaptées aux pays partenaires conformément à la pratique optimale en Allemagne – par une plus grande proximité de l'école et de l'entreprise au niveau local, plutôt qu'à partir d'établissements centralisés de formation professionnelle.

29. Les pays en développement et les pays émergents ont besoin d'élites susceptibles de les diriger de façon compétente, notamment des élites capables

d'assumer des responsabilités sociales et politiques. Les spécialistes, les dirigeants d'un pays suivent une formation universitaire, et c'est pourquoi l'Allemagne encourage également le secteur de l'enseignement supérieur et les universités des pays partenaires. L'Allemagne estime que, par principe, personne ne doit être privé de la chance d'appartenir un jour à l'élite instruite, quelle que soit son origine. Le développement suppose l'essor de la science et de la recherche, qui doivent être orientés vers les besoins du marché du travail et valoriser les talents du pays. C'est là que les liens entre les universités et l'industrie locale sont d'importance critique. Les bourses d'étude permettent la mobilité des étudiants originaires des pays en développement. Les universitaires qui ont fait leurs études en Allemagne peuvent propager des idéaux démocratiques et la bonne gouvernance dans leurs propres pays. En même temps, il est essentiel d'enrayer l'exode des compétences. Les capacités locales doivent être renforcées dans le pays même de façon que les universitaires puissent y trouver des conditions favorables à leur travail.

30. La présence, dans un pays, d'un nombre adéquat de spécialistes qualifiés ne garantit pas pour autant la croissance économique. Il va sans dire que d'autres facteurs sont également importants. Le niveau d'instruction d'une population, cependant, est l'une des conditions préalables décisives de l'investissement et de la production. C'est pourquoi l'Allemagne considère que le développement de l'enseignement secondaire, de l'enseignement et de la formation professionnels de même que de l'enseignement supérieur apportent une contribution directe à la croissance économique qui, moyennant une répartition équitable, peut conduire à l'atténuation de la pauvreté (OMD 1).

31. En dehors de l'enseignement scolaire, l'Allemagne est favorable à un développement de l'enseignement non scolaire et informel, et elle attache pour cela une importance particulière à l'éducation en dehors du cadre scolaire qui vise à renforcer l'éducation dans son ensemble. L'Allemagne considère ces formes d'enseignement comme d'importance vitale, car elles sont notamment bien reçues dans les régions où la sexualité et la santé sont trop souvent considérées comme des questions délicates. Diverses formes d'éducation non scolaire se prêtent très bien à la transmission d'un savoir susceptible d'aider à prévenir l'épidémie de sida (OMD 6). Des méthodes d'enseignement non classiques peuvent être utilisées pour communiquer aux mères des connaissances cruciales au sujet de l'hygiène ou encore de la nutrition, par exemple. C'est un moyen de sauver des vies et cela contribue directement aux OMD 4 et 5.

32. L'Allemagne est attachée au principe que l'on acquiert des connaissances pendant toute son existence : l'éducation doit commencer dès la prime enfance et se poursuivre pendant toutes les phases de la vie, jusqu'à la vieillesse. Personne ne saurait être exclu de ce principe. Pour la première fois, la politique allemande en matière de développement allie tous ces éléments dans une stratégie unifiée d'éducation.

33. La conception de l'Allemagne est concrétisée dans les 10 objectifs de sa stratégie d'éducation. Ce sont les principaux thèmes qui inspireront la future politique de l'Allemagne en matière de développement.

V. Le projet de stratégie de l'Allemagne en matière d'éducation pour le développement

34. Au début de 2011, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques a travaillé étroitement avec ses partenaires, notamment de la société civile, des spécialistes de la coopération pour le développement, des agences d'exécution de la coopération allemande, des spécialistes des universités et du secteur privé, pour rédiger la première version d'une stratégie globale d'éducation pour la politique de développement². Le 1^{er} mars, le Ministre fédéral, Dirk Niebel, a présenté ce projet devant un auditoire international à Berlin. L'accent a été mis délibérément sur la participation d'un vaste ensemble d'acteurs qui ont aidé à préparer une première version du projet. L'engagement pris par le Ministre Niebel de doubler les fonds consacrés par l'Allemagne à l'éducation en Afrique d'ici à 2013 est d'un intérêt particulier. Il montre que l'Allemagne reconnaît l'obligation spéciale des pays donateurs de faire de l'éducation une priorité et d'augmenter les dépenses d'éducation, alors que les tendances internationales iraient dans l'autre sens. La stratégie d'éducation de l'Allemagne pose le cadre de la politique de développement grâce auquel l'Allemagne entend expressément réaliser les objectifs de l'initiative Éducation pour tous. Les 10 objectifs retenus pour l'éducation dans la stratégie auront aussi pour effet de faciliter la réalisation des OMD 2 et 3, apporteront une contribution fondamentale aux autres six OMD, directement ou indirectement.

35. Les principaux thèmes de la stratégie sont : l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et de l'accès à celui-ci, l'élargissement de la formation professionnelle, le renforcement des universités et de la coopération avec l'industrie et le commerce. L'Allemagne est l'un des membres fondateurs et membres actifs de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous et elle contribue aussi à la réalisation des OMD 2 et 3 et des six objectifs de l'Initiative dans le cadre de cet important processus international. La procédure accélérée a été lancée pour apporter expressément un appui aux pays qui n'auraient aucune chance de réaliser les objectifs en question sans une aide financière supplémentaire. Les paiements de l'Allemagne au titre de la procédure accélérée représentent actuellement 14,5 millions d'euros. D'autres contributions, au niveau actuel, sont déjà fermement prévues jusqu'en 2013. L'Allemagne attend beaucoup des efforts communs menés dans le cadre de la procédure accélérée et de ce fait, dans sa nouvelle stratégie d'éducation, elle a inclus des mesures spécifiques supplémentaires pour augmenter encore le soutien à l'Initiative.

36. Pour l'Allemagne, l'éducation est une condition stratégique du développement. Il est plus urgent que jamais d'assurer à tous une éducation de qualité. L'Allemagne adopte une conception synthétique de l'éducation – depuis l'enseignement primaire, jusqu'au secondaire et la formation professionnelle, jusqu'à l'enseignement supérieur et à d'autres moyens d'enseignement non classique et de perfectionnement. Les objectifs stratégiques de l'Allemagne en matière d'éducation sont énoncés dans les 10 objectifs retenus, qui serviront de base solide à toutes les activités de l'Allemagne dans sa coopération pour le développement dans le domaine de l'éducation.

² La stratégie était en cours de rédaction finale au moment de la rédaction du présent rapport; il reste possible de faire des observations à ce sujet à l'adresse suivante : www.education@bmz.bund.de.

1. Il faut en priorité remédier à la pauvreté éducative

37. Pour promouvoir l'éducation dans la coopération pour le développement de façon optimale et durable, l'Allemagne veut faire de l'éducation un domaine prioritaire avec un nombre nettement accru de partenaires et renforcer ses programmes éducatifs régionaux. Comme l'Afrique demeure le continent où le déficit éducatif est le plus prononcé et où le besoin d'éducation est le plus grand, l'Allemagne doublera ses contributions au développement de l'éducation en Afrique d'ici à 2013 et augmentera aussi ses contributions en faveur de l'éducation au niveau mondial.

2. Concevoir l'éducation comme un tout

38. L'Allemagne considère qu'il faut renforcer les systèmes d'éducation dans leur totalité. L'action menée dans les différents secteurs de l'éducation ne peut plus être menée isolément, il faut tenir compte des domaines adjacents.

39. L'Allemagne souhaite continuer à jouer un rôle de pionnier dans sa coopération pour le développement et souhaite de plus en plus introduire cette conception synthétique dans la coopération bilatérale et multilatérale du pays et en faire un modèle. À cette fin, l'Allemagne utilisera au mieux les possibilités existantes d'orienter la question dans les instances des donateurs et institutions multilatérales et supranationales, par des dialogues et des consultations avec ceux qui ont les mêmes convictions. Pour compléter les projets et programmes bilatéraux d'éducation en faveur des pays en développement, l'Allemagne souhaite également continuer à jouer un rôle important dans l'intérêt que portent les organisations multilatérales à l'éducation, notamment l'Union européenne, et elle se propose de présenter à Bruxelles la justification d'un réalignement stratégique faisant une place plus large à l'éducation dans la politique européenne de développement. En coopération étroite avec ses partenaires, l'Allemagne encouragera une division effective du travail avec des autres donateurs bilatéraux et multilatéraux dans le secteur de l'éducation.

3. Améliorer l'accès à l'enseignement primaire et la qualité de celui-ci

40. Cet objectif permettra à l'Allemagne d'apporter une contribution directe aux OMD 2 et 3. L'enseignement primaire continuera d'occuper une place essentielle dans la politique de promotion de l'éducation de l'Allemagne. Le Gouvernement allemand préconise un enseignement primaire de qualité accessible à tous sans discrimination. L'enseignement primaire de qualité est en effet la clef du succès de toutes les étapes ultérieures de l'éducation d'une personne, et sous toutes ses formes. Pour améliorer cette qualité, l'Allemagne s'attachera en particulier à promouvoir la formation des maîtres dans les pays partenaires. Elle est également très attachée à l'enseignement dans la prime enfance et à l'épanouissement des jeunes enfants, à un stade où sont établies les conditions cognitives et sociales préalables essentielles pour les processus ultérieurs d'acquisition des connaissances. L'Allemagne souhaite valoriser tous les talents, dès l'école primaire. Il faut pour cela à la fois offrir des possibilités spéciales d'éducation de grande qualité et améliorer l'accès à de bonnes écoles. Les résultats doivent être récompensés, quel que soit le sexe de l'élève, son origine sociale, son origine ethnique, d'éventuels handicaps physiques, ou quelle que soit sa religion.

41. L'Allemagne va intensifier sa coopération avec l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous. En dehors de son rôle propre dans le choix du contenu de cette initiative, l'Allemagne continuera à fournir des fonds destinés à permettre aux pays partenaires d'améliorer leur système national d'enseignement. En même temps, le Gouvernement allemand participera activement aux réformes de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, destinées à rendre plus efficaces les procédures et les structures.

42. L'Allemagne s'attache en particulier au secteur de l'éducation dans les pays fragiles ou en conflit. Les systèmes d'enseignement ne peuvent fonctionner correctement dans un climat de violence ou de conflit. Le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques cherchera donc à intégrer étroitement la promotion de l'enseignement en vue de la consolidation de la paix et de la prévention des crises, ainsi que la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

4. Développer davantage la formation et l'enseignement professionnels

43. À eux seuls, les pouvoirs publics ne peuvent surmonter tous les problèmes du secteur de l'éducation. En se basant sur les principes fondamentaux de la dualité de la formation et de l'enseignement professionnel – en particulier grâce à une formation modulaire, pratique, décentralisée, orientée vers la demande – le Gouvernement allemand lancera donc des initiatives nouvelles dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnel par un partenariat entre les secteurs privé et public des pays partenaires. De nouvelles méthodes seront étudiées et devraient faciliter l'application d'un savoir-faire privé et de capitaux privés aux processus de développement. L'Allemagne souhaite contribuer à la prise de conscience, dans le monde, de l'importance de la formation et de l'enseignement professionnels pour la compétitivité à long terme de l'économie d'un pays dans un monde en mutation rapide. De plus en plus, l'Allemagne formera des experts locaux, sur place, en coopération avec les entreprises, en particulier dans les secteurs d'avenir comme l'énergie renouvelable et les ressources naturelles, et pour donner aux populations les moyens, l'équipement, l'énergie, et les avantages des services financiers ou sanitaires. En particulier, l'Allemagne souhaite promouvoir tous les secteurs où les entreprises privées locales sont représentées et où il existe une demande particulièrement élevée sur le marché du travail, ainsi que ceux qui sont novateurs et s'occupent de la prestation de services. En encourageant l'enseignement professionnel, l'Allemagne contribuera notamment à la réalisation des OMD 1, 7 et 8.

5. Renforcer l'enseignement supérieur et scientifique, au lieu de négliger les talents existants

44. Les diplômés de l'université sont, pour le développement de nos partenaires, des agents essentiels de changement. Ce sont les futurs dirigeants du pays, ils orientent des évolutions dans la vie politique, l'activité économique et la société, et en sont responsables. Pour encourager l'enseignement supérieur et notamment scientifique dans la politique allemande de développement, l'Allemagne recherchera des conceptions adaptées aux différents besoins des pays partenaires. En outre, les relations avec les anciens élèves des universités et avec les milieux universitaires des pays en développement seront intensifiées pour utiliser au mieux leurs connaissances spécialisées au profit du développement de leur pays. L'Allemagne

est à l'écoute des demandes de la société civile et des églises et souhaite augmenter l'aide apportée au rapatriement afin d'éviter un exode automatique des compétences, elle aidera ainsi à renforcer les milieux universitaires des pays partenaires. L'Allemagne va intensifier son action en faveur des projets novateurs régionaux et suprarégionaux dans l'enseignement supérieur – en particulier dans les secteurs prometteurs pour l'avenir, comme l'énergie renouvelable, la lutte contre le changement climatique, la gestion de l'eau et l'obtention de matières premières. Cet engagement doit être considéré comme une contribution directe à l'ODD 7, qui concerne la viabilité environnementale.

6. Remplacer les conceptions obsolètes par des méthodes novatrices dans l'éducation

45. L'Allemagne devrait ouvrir de nouvelles voies d'exploration de nouvelles méthodes d'éducation. Elle planifie cinq projets vedettes qui impliquent ces nouvelles approches conceptuelles de manière particulièrement convaincante :

a) Dans l'enseignement primaire et secondaire, un programme régional est en cours d'exécution, qui aidera les pays africains partenaires en créant des capacités pour mieux valoriser les possibilités de financement multinational dans le secteur de l'éducation. Dans ce cas, l'accent est mis sur les pays qui, sortant souvent d'un conflit, cherchent à améliorer la capacité de leur administration. Les bénéficiaires peuvent être des administrations ou la société civile. Ce concept est lié à une étroite coopération avec le secrétariat de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous;

b) Dans la formation et l'enseignement professionnels, l'Allemagne souhaite appliquer la notion novatrice de coopération triangulaire dans les pays émergents. De cette façon, l'expérience acquise par l'Allemagne est reliée à celle des pays partenaires et peut ainsi contribuer à l'établissement de réseaux Sud-Sud;

c) En Afrique, l'Allemagne se propose d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et, à cette fin, elle apporte son appui à l'Union africaine pour la création d'une université panafricaine. La contribution de l'Allemagne à ce réseau d'universités se fera par une combinaison innovante des moyens d'enseignement supérieur de l'Allemagne;

d) La liberté de la presse incite les gouvernements à être attentifs à la bonne gouvernance. Les médias décèlent les manquements observés et permettent aux hauts responsables de prendre des décisions informées. L'Allemagne cherchera donc à promouvoir la formation de journalistes, en particulier dans de nouveaux programmes en Afrique et en Amérique latine. Dans ce domaine, il faut valoriser les synergies en utilisant au mieux l'expérience acquise par l'Allemagne dans la formation des professionnels des médias, à l'aide des instruments de la coopération technique et financière;

e) Le Gouvernement allemand, désireux d'apporter un appui à la bonne organisation de tous les talents, se propose d'accroître le nombre des programmes de formation spéciale adaptée aux futurs dirigeants des pays partenaires.

7. Accroître la participation de tous les acteurs importants

46. L'éducation est la responsabilité des États et des gouvernements, mais aussi de l'ensemble de la société. L'échange entre les acteurs publics et non publics doit

donc être encouragé afin de valoriser au mieux les possibilités éducatives entraînées par la demande et intégrer les différents points de vue. L'Allemagne, dans sa coopération pour le développement, recherche donc le concours accru des églises, de la société civile et du secteur privé en Allemagne et dans les pays partenaires. Pour augmenter la participation de la société civile des pays partenaires, la politique de développement de l'Allemagne cherche à mettre en commun les forces qui peuvent aider à s'engager dans de nouvelles voies et à intensifier la coopération avec les fondations politiques allemandes et leurs réseaux décentralisés.

8. Mieux coopérer avec le secteur privé

47. L'Allemagne veut renforcer le rôle décisif des entreprises privées dans le développement de leur pays. L'Allemagne aidera donc les entreprises en formant par exemple du personnel local indispensable et du personnel de direction. En même temps, l'Allemagne s'attend à ce que ces pays jouent leur rôle quand il faut financer la formation des membres des organisations non gouvernementales et la population au sujet des investissements locaux ou assurer la formation des travailleurs locaux, par exemple, dans le cadre de partenariats public-privé.

48. L'Allemagne s'attachera à mieux intégrer les concepts tels que la citoyenneté de l'entreprise, les méthodes novatrices de financement de l'éducation et le transfert de technologie dans les conceptions appliquées à la promotion de l'éducation dans la politique de développement. Elle se propose de mettre au point de nouvelles formes de coopération avec les entreprises privées locales et allemandes – par exemple par des foires de la formation, la promotion de réseaux interactifs et la formation ciblée d'experts pour répondre à la demande du secteur privé. De cette façon, l'Allemagne entend contribuer à la mobilisation de l'investissement privé dans les pays partenaires pour ce type de développement. Cette coopération avec le secteur privé est guidée par les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies, qui couvrent les droits de l'homme, la main-d'œuvre, l'environnement et la lutte contre la corruption.

9. Améliorer l'efficacité de la politique de l'éducation

49. Augmenter les investissements consacrés à la promotion aux niveaux bilatéral et régional de l'éducation et améliorer l'efficacité des contributions de l'Allemagne sont deux aspects de la même question : la politique allemande du développement doublera son investissement dans l'éducation en Afrique d'ici à 2013, elle cherche à l'accroître à l'échelle mondiale et augmenter le nombre des pays partenaires ayant l'éducation parmi leurs actions prioritaires. Ceci est compatible avec une augmentation importante de la qualité et donc de l'efficacité des programmes de l'Allemagne dans le secteur de l'éducation, qu'il y a lieu d'obtenir au moyen d'évaluations indépendantes plus rigoureuses. Pour mieux déterminer si les objectifs seront atteints, l'Allemagne élabore des indicateurs de l'éducation qui permettront de mesurer le succès des activités de développement selon des critères de plausibilité. Le Gouvernement allemand souhaite rendre ses décisions comparables et contribuer à l'indispensable transparence.

50. Il est indispensable d'améliorer l'efficacité de la coopération bilatérale de l'Allemagne pour le développement et de ses contributions multilatérales dans le domaine de l'éducation. Pour améliorer l'efficacité des initiatives multilatérales, l'Allemagne continuera à soutenir la réforme de l'éducation pour tous et de

l'initiative internationale pour son accélération qui y est associée. Pour améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement dans le domaine de l'éducation, l'Allemagne appliquera les principes de la division internationale du travail, qui sont consignés dans le Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement, et dans les Principes internationaux de bonne pratique pour l'exercice de la division du travail et de la complémentarité de l'OCDE. L'Allemagne coordonne ainsi ses contributions avec la communauté internationale des donateurs et réalisera des analyses et des évaluations communes dans le secteur de l'éducation dans les pays partenaires. L'amélioration de l'efficacité de la coopération allemande pour le développement en général passe également par la fusion des différents organismes gouvernementaux de coopération technique, la coopération technique allemande (GTZ), InWent et le DED, pour constituer une nouvelle organisation de coopération, la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ).

10. Améliorer la pertinence et la visibilité de l'éducation

51. Pour bien mettre en évidence le lien étroit entre le déficit éducatif et la pauvreté, et illustrer ainsi les liens entre l'éducation et les OMD, l'Allemagne souhaite que l'éducation soit bien visible, inscrite en bonne place à l'agenda des politiques de développement. L'Allemagne souhaite améliorer la transparence de la politique de développement pour mieux motiver les citoyens et les inciter à soutenir ces objectifs et faire largement connaître les problèmes relatifs à l'éducation et à la politique de développement, parmi les jeunes en particulier – qui seront les futurs décideurs – et encourager leur engagement dans la société civile. L'Allemagne cherche à réaliser cet objectif dans le contexte de son action de sensibilisation à sa politique de développement et son action éducative, qui soutient le travail accompli par les différents acteurs de l'éducation, et notamment les organisations non gouvernementales allemandes.

VI. La voie à suivre

52. Les grands problèmes de l'avenir ne pourront être résolus avec succès que dans un effort commun avec tous les acteurs. La généralisation de l'enseignement primaire (OMD 2) ne sera sans doute réalisée que dans la moitié seulement des pays en développement et dans la plupart des pays émergents en 2015. L'égalité des sexes est en bonne voie mais il faut à cet égard rester vigilant. L'Allemagne fera un effort particulier pour aider les pays où le risque est grand que les OMD 2 et 3 ne soient pas atteints en temps voulu. Pour réussir à élargir l'accès à l'enseignement primaire il faut des solutions qui concernent l'éducation à tous les niveaux et qui prêtent une attention plus grande à la qualité de l'enseignement. C'est pourquoi l'Allemagne répondra à la demande grandissante dans ces domaines et soutiendra la recherche de la qualité à tous les niveaux d'enseignement.

53. Des catastrophes environnementales imprévisibles, du type de celle qui frappe actuellement Fukushima, au Japon, renforcent notre volonté de continuer à investir dans le secteur d'avenir des énergies renouvelables. L'Allemagne a acquis de longue date une expérience de l'exploitation des énergies renouvelables. Il est donc tout à fait justifié qu'elle cherche à promouvoir la formation de spécialistes locaux et d'administrateurs locaux dans ces domaines.

54. Des problèmes de grande envergure tels que le changement climatique appellent une forme d'éducation prospective visant dès aujourd'hui à former dans les pays partenaires des élites qui pensent à l'avenir et qui soient capables de répondre en toute indépendance, depuis l'endroit où elles vivent, aux conséquences des problèmes mondiaux.

55. On signale récemment des exemples impressionnants du rôle important que les médias peuvent jouer dans le renversement des régimes autocratiques. Une éducation orientée vers les valeurs peut promouvoir une bonne gouvernance, l'adoption de valeurs libérales et démocratiques et d'une attitude critique à l'égard des gouvernements. Les médias aident à diffuser ces valeurs et cette information. C'est pourquoi l'Allemagne souhaite investir plus encore dans la formation des professionnels des médias.

56. Il faut également s'attendre à ce que les conséquences de la crise financière et économique mondiale continuent d'avoir un impact négatif sur les budgets nationaux de beaucoup de pays et donc sur les budgets consacrés à l'éducation. C'est là une question qui concerne la réaffectation des crédits et elle met en jeu la volonté politique des donateurs comme des pays partenaires.

57. En même temps, l'Allemagne considère qu'il est urgent de trouver de nouvelles options de financement. Le secteur privé doit participer plus activement à la formation locale des experts dans les pays partenaires. C'est une solution qui sera toujours gagnante : les entreprises reçoivent des spécialistes ayant reçu une excellente formation et leurs fonds complètent les fonds publics. Il y aura aussi un nombre grandissant de projets de partenariat public-privé pour l'éducation. La mobilisation de nouvelles sources de financement pour l'éducation est examinée par le Groupe de travail sur les formes novatrices de financement de l'éducation, auquel l'Allemagne participe activement. Plusieurs types de nouveaux moyens de financement – par exemple une taxe sur le sport, sur le transfert des joueurs notamment dans le secteur du football, une taxe sur les syndicats d'enseignants dans les pays du Nord ou la création d'un fonds international alimenté par des contributions volontaires des particuliers et des entreprises (fonds de dotation)– sont actuellement en cours d'examen. L'Allemagne poursuivra une coopération triangulaire pour le développement avec les économies émergentes.

58. On a bien montré plus haut l'importance de l'éducation dans la réalisation de chacun des OMD. Pour mettre en commun les résultats et exploiter la causalité réciproque entre les secteurs (notamment la santé et le développement rural), des projets intersectoriels impliquant l'éducation seront encore étendus à l'avenir.

59. L'Allemagne se donne d'ambitieux objectifs pour sa politique de développement, qui consiste à favoriser l'avènement de l'égalité dans le monde au moyen de l'éducation – pour chaque individu, afin de lui donner la possibilité de réaliser son potentiel, et pour l'ensemble de la société, comme moyen de se démocratiser et de poursuivre un développement économique et social durable. Pour cela il faut agir ensemble, et le moment d'agir est venu.